



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 29 – du 15 au 22 septembre 2023

## En bref

- Suite à la déclaration de faillite de la ville de Birmingham il y a deux semaines, le [Gouvernement](#) propose la nomination de commissaires et l'ouverture d'une enquête pour examiner les causes des problèmes rencontrés par l'autorité locale.
- Les [agriculteurs](#) ont écrit aux six principales chaînes de supermarché, leur reprochant des pratiques d'achat "trop souvent déséquilibrées, à court terme et inutiles", laissant les agriculteurs "lutter pour survivre". Le représentant des supermarchés ([BRC](#)) a rétorqué en expliquant que les détaillants font également face à des hausses de coût et rappelle que selon l'autorité de la concurrence leurs marges sont actuellement inférieures à 2%.
- Selon l'institut d'enquête [YouGov](#), 49% des foyers bénéficiant du *Universal Credit* et dont au moins un des membres a un emploi, ont dû faire face à un manque de ressources alimentaires au cours du mois d'août.
- Le dernier versement de l'aide aux ménages face à la crise du coût de la vie sera effectué entre le 31 octobre et le 19 novembre 2023, selon le [Gouvernement](#)
- Aidée par la garantie export de l'agence [UKEF](#) (agence britannique de crédits exports), l'entreprise de technologies propres GR2L a pu sécuriser un contrat d'exportation d'une valeur de 4M£ avec l'Inde, dans le cadre d'un projet d'installation énergétique solaire.

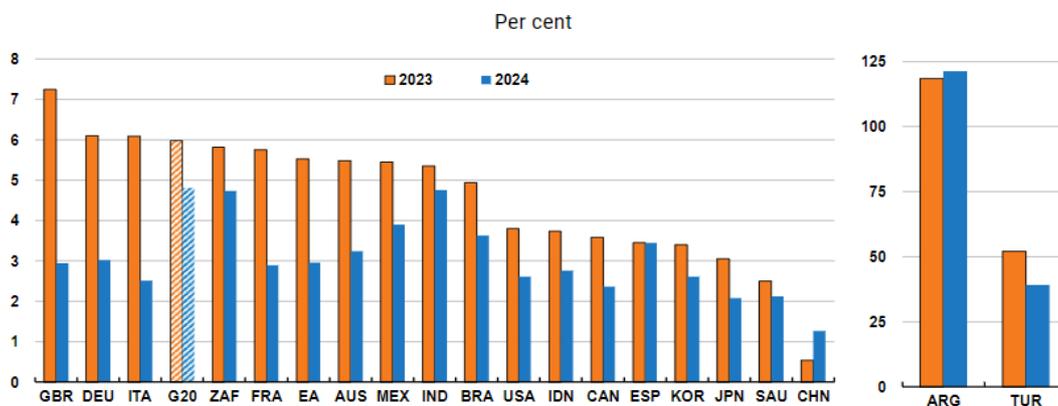
- Le [Ministre](#) pour le commerce international, Nigel Huddleston, s'est joint à la réunion de ses homologues du Conseil de Coopération du Golfe pour discuter, entre autres, de l'avancée des négociations de l'accord de libre-échange annoncé entre les deux blocs.

- Le secrétaire des affaires étrangères, James Cleverly, en visite en [Turquie](#), a souligné l'importance de la coopération bilatérale sur les sujets commerciaux et sécuritaires.

## Graphique de la semaine : Selon l'[OCDE](#), le Royaume-Uni connaîtrait la 2<sup>e</sup> inflation la plus élevée des pays du G20 en 2023.

Selon l'[OCDE](#), le Royaume-Uni connaîtrait la 2<sup>e</sup> inflation la plus élevée des pays du G20 en 2023. Seules la Turquie et l'Argentine devraient observer une inflation plus forte que celle du Royaume-Uni en 2023. L'inflation britannique devrait s'établir à 7,2% en 2023, soit 0,3pt de plus que lors de la dernière prévision de juin. La prévision d'inflation pour 2024 est également révisée à la hausse, de 0,1pt, pour atteindre 2,9%.

Figure 7. **Headline inflation is projected to recede further**



Note: Personal consumption expenditure price index for the United States, harmonised index of consumer prices for the euro area, member states and the United Kingdom, and national consumer price indices for all other countries. India projections are based on fiscal years, starting in April. The G20 aggregate uses moving nominal GDP weights at purchasing power parities (PPPs).

Source: OECD Interim Economic Outlook 114 database.

## **Fait marquant : le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 5,25%.**

Le partage des votes entre les membres du Comité, cinq personnes s'exprimant en faveur du maintien du taux à 5,25%, et quatre autres en faveur d'une hausse de 25pb de celui-ci, est à l'image des anticipations de marché. Dans la matinée, les marchés financiers anticipaient à 50% le maintien du taux et à 50% une hausse de 25pb de celui-ci. Ceci s'explique par un revirement des anticipations suite à la publication hier des chiffres sur l'inflation au mois d'août. En début de semaine, 80% des acteurs anticipaient un maintien du taux à son niveau. Les anticipations de taux sont revues à la baisse à moyen terme également, le taux d'intérêt anticipé dans 12 mois a été revu à la baisse de 70pb depuis la précédente réunion.

Les membres du Comité ont voté à l'unanimité en faveur d'une réduction de la taille du bilan de la Banque d'Angleterre de 100Md£ entre octobre 2023 et septembre 2024, portant la taille du bilan à 658Md£. Le Comité estime que les effets des ventes de *gilts* menées au cours de l'année, pour une réduction de la taille du bilan de 80Md£, ont eu des effets modestes et qu'il est peu probable que cela ait eu un impact important sur le politique de taux. La réduction du bilan de 100Md£ comprend la vente de *gilts* et le non-réinvestissement de bons arrivant à maturité sur la période.



## Actualité macro-économique

**Depuis le début de l'année fiscale, l'emprunt public surprend à la baisse les prévisions de mars de l'OBR, de 11,4Md£** – Alors que l'OBR s'attendait à ce que l'emprunt public sur les cinq premiers mois de l'année s'élève à 81,0Md£, l'[ONS](#) estime qu'il atteint 69,6Md£. L'[OBR](#) explique que cette différence provient principalement de recettes publiques plus dynamiques qu'escomptées, grâce à des revenus nominaux dynamiques. En conséquence, la dette publique est de 2 594,1Md£ à la fin août 2023, représentant 98,8% du PIB, soit 3,8pt de moins que la prévision de l'OBR, l'activité plus dynamique qu'attendue s'ajoutant à la moindre dette en valeur nominale.

**L'inflation totale surprend l'ensemble des acteurs en affichant une baisse entre juillet et août 2023** – Selon l'[ONS](#), l'inflation totale atteint 6,7% en août, après 6,8% en juillet, surprenant à la baisse la Banque d'Angleterre de 0,4pt et le consensus des prévisionnistes de 0,3pt. L'inflation totale était attendue en hausse du fait de l'évolution du droit d'accise sur l'alcool (*alcohol duty*) au 1<sup>er</sup> août 2023 et de la hausse des prix du carburant. Bien que ces deux postes de dépenses voient leur contribution augmenter, la forte baisse de l'inflation alimentaire et de l'inflation dans le secteur de l'hôtellerie-restauration font plus que compenser cet effet. Bien que la baisse de l'inflation alimentaire soit notable, de 13,6% en août, après 14,8% en juillet, l'alimentation reste le poste de dépense générant la contribution la plus importante à l'inflation totale. Par ailleurs, l'inflation sous-jacente est en

baisse pour la première fois depuis le début de ce cycle inflationniste, s'établissant à 6,2% en août après 6,9% en juillet. Pour mémoire, elle avait atteint un sommet à 7,1% en mai 2023. L'inflation dans le secteur des services enregistre également une forte baisse entre juillet et août, de 0,6pt, pour représenter 6,8%.

**L'OCDE estime que la croissance économique britannique pour 2023 sera de 0,3%, sans révision par rapport à juin** – La prévision de croissance pour 2024 est quant à elle révisée à la baisse, de 0,2pt, pour afficher 0,8%. L'OCDE s'attend à ce que la Banque d'Angleterre réalise encore deux hausses de taux directeurs, de 25pb chacune, d'ici la fin de l'année 2023 et qu'elle maintienne son taux directeur à 5,75% sur l'ensemble de l'année 2024.

## Actualité commerce & investissement

**Le 4<sup>ème</sup> dialogue commercial entre le Royaume-Uni et le Chili, prévu dans l'accord bilatéral d'association, s'est tenu à Londres le 13 septembre** – À cette occasion, les ministres Nusrat Ghani (Royaume-Uni) et Claudia Sanhueza (Chili) ont rappelé leur engagement à poursuivre le rapprochement des liens bilatéraux, notamment économiques, en prenant en compte le nouveau cadre créé par le Partenariat transpacifique (CPTPP) dont les deux pays font désormais partie. Elles se sont également accordées sur la poursuite du travail de

modernisation du commerce des services et l'identification de potentielles coopérations portant sur les minerais critiques.

**Le think tank *UK in a changing Europe* a publié un nouveau [rapport](#) portant sur les perspectives du réexamen de l'Accord de commerce et de coopération signé avec l'Union européenne (UE)** – Pour rappel, les parties sont tenues de réexaminer l'accord qui organise la relation bilatérale cinq ans après son entrée en vigueur. S'appuyant sur trois scénarios établis en fonction de l'ampleur de la révision envisagée, le rapport souligne l'intérêt inégal de part et d'autre de la Manche quant à cet exercice prévu pour 2026. Alors que la structure de gouvernance de l'accord permet déjà de traiter certaines difficultés de mise en œuvre et de faire progresser la coopération bilatérale sur différents sujets (énergie, sécurité, programmes européens, etc) *via* les attributions du Conseil de partenariat, le rapport s'interroge sur la valeur ajoutée de l'exercice de réexamen. Ainsi, face au coût administratif et politique d'un large réexamen qui viserait à élargir le champ de l'accord, l'intérêt principal de l'échéance de 2026 réside dans la création d'un point de convergence entre plusieurs problématiques de la relation Royaume-Uni-UE, autrement déconnectées.

**Le Ministre du commerce international, Nigel Huddleston, s'est exprimé à l'occasion d'une [séquence](#)**

**parlementaire portant sur les performances du Royaume-Uni à l'export** – Ce débat a été l'occasion pour le ministre d'insister sur l'importance des dispositions sur les échanges de services dans les accords de libre-échange et l'ambition du gouvernement de poursuivre la négociation d'accords ambitieux avec des partenaires dans l'ensemble du monde (conclusion de l'accord avec l'Inde, modernisation de l'accord avec la Suisse).

**La secrétaire d'État pour le commerce, Kemi Badenoch, a été [auditionnée](#) par la commission parlementaire pour le commerce** – Elle s'est notamment exprimée sur la pertinence du remaniement ministériel engagé par Rishi Sunak en février 2023, qui avait conduit à fusionner les activités du ministère pour le commerce international et une partie de celles du ministère pour les entreprises, l'énergie et la stratégie industrielle en une seule entité. Cette réorganisation était justifiée par la volonté de créer un point de contact unique entre les entreprises et le gouvernement. Elle a par ailleurs détaillé le soutien récemment apporté au secteur de [l'acier](#) (Port Talbot), avec un engagement du gouvernement à hauteur de 500M£ qui aurait permis de sécuriser les investissements du groupe Tata (1,25Md£). Ce projet vise à consolider la résilience de l'industrie sidérurgique et à accompagner la transition du secteur vers la neutralité carbone.

**La [UK Trade & Business Commission](#) – groupe de réflexion indépendant créé**

**pour analyser la politique commerciale du gouvernement post-Brexit – se joint à de nombreuses personnalités du monde des affaires pour appeler à plus d'indépendance du [Board of Trade](#)** – Organe consultatif du gouvernement sur les sujets économiques et commerciaux présidé par la secrétaire d'État au commerce, le *Board of Trade* a été relancé à la fin de l'été 2023 avec la [nomination](#) de nouveaux membres et une attention toute particulière accordée à la stratégie d'exportation. Les signataires de la lettre adressée à Kemi Badenoch alertent notamment sur la nature cosmétique du remaniement proposé par le gouvernement. Sans indépendance statutaire ni moyens propres, l'organe continuera de jouer un rôle superflu et la faible crédibilité de ses analyses et recommandations persistera. Cette absence d'autonomie pourrait plus largement nuire au contrôle exercé sur les politiques publiques en matière commerciale.

## Actualité financière

**Le régulateur britannique envisage de [simplifier les règles](#) pour rendre le Royaume-Uni plus compétitif pour les services financiers, dans une logique de soutien à la croissance économique** – Dans un [discours](#) prononcé le 19 septembre, Vicky Saporta, responsable de la politique prudentielle à la Banque d'Angleterre a déclaré qu'il était envisageable de rendre les règles moins complexes et donc moins coûteuses en

matière de conformité afin de renforcer l'attractivité du Royaume-Uni pour les services financiers. Ces propos s'inscrivent dans la continuité du mandat de stimulation de la croissance économique par l'attractivité financière confié par le gouvernement britannique aux autorités de régulation et de supervision cet été.

**Les employeurs cherchent à faire baisser le niveau des primes versées au [Fonds de Protection des Retraites \(PPF\)](#) qui enregistre un excédent de 12Md£ du fait de la hausse des taux** – Dans le cadre d'une consultation qui se clôture fin octobre le PPF (39Md£ d'actifs), qui a vocation à se substituer aux employeurs en défaut sur leurs contributions, a proposé de réduire le montant total de la prime qu'il collectera sur ceux-ci à un minimum historique de 100M£, compte tenu de l'excédent de 12Md£ qu'il enregistre. En réponse à la consultation, de nombreuses et diverses entreprises ont exprimé leur souhait de voir ce total diminué davantage. Néanmoins, la loi limitant la hausse de ce total à 25% d'année en année, une baisse plus importante pourrait limiter la marge de manœuvre du PPF alors que les risques entourant l'activité économique sont orientés à la baisse. Plusieurs acteurs appellent à une modification de ces règles limitant la flexibilité du montant versé au PPF.

**[Réponse de UK finance](#) à la [consultation](#) de la *Financial Conduct Authority (FCA)* sur la mise en place d'une *tape consolidée obligatoire au Royaume-Uni, clôturée le 15 septembre*** – Le groupement d'intérêt des secteurs

bancaire et financier britanniques a annoncé que les propositions de la FCA portant sur les caractéristiques d'une future *tape* consolidée obligatoire étaient en ligne avec ceux avancés par les acteurs. On peut noter la nécessité d'un fournisseur unique de données par classe d'actifs, des garanties de transparence et un système de licences qui en assurerait la viabilité commerciale tout en stimulant l'innovation. Les orientations de la FCA et le cadre pour la mise en œuvre de cette *tape* consolidée seront publiés en décembre, avant le lancement d'une consultation concernant une *tape* consolidée pour les actions.

**La FCA publie les premiers résultats de l'enquête demandée par le Chancelier J. Hunt sur le de-banking et annonce des travaux complémentaires** – La FCA a étudié les données de 34 entités proposant des services financiers à destination des particuliers, dont de nombreuses banques. D'après celles-ci, le risque réputationnel et la conformité aux règles de prévention de la criminalité financière ont été les causes premières des fermetures de comptes, sans qu'un lien avec les opinions politiques de leurs détenteurs puisse être établi.

Elle annonce la mise en place au premier trimestre 2024 d'un groupe de travail sur l'inclusion financière (1,1 million de personnes au Royaume-Uni n'ont pas de compte en banque) et propose au gouvernement le développement d'une stratégie pour le déploiement de l'identité numérique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)